La migration des enseignants religieux français au Québec de 1900 à 1914

French religious emigrants to Quebec (1900-1914)

Guillaume Hélou

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2436>

DOI : 10.4000/eccs.2436

ISSN : 2429-4667

Éditeur

Association française des études canadiennes (AFEC)

Référence électronique

Guillaume Hélou, « La migration des enseignants religieux français au Québec de 1900 à 1914 », *Études canadiennes / Canadian Studies* [En ligne], 86-2 | 2019, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 24 janvier 2021. URL : <http://journals.openedition.org/eccs/2436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/eccs.2436>

La migration des enseignants religieux français au Québec de 1900 à 1914

Guillaume HÉLOU
Université de la Rochelle

Les enseignants religieux français ont laissé leur empreinte au Québec au début du XX^e siècle. Leur venue en grand nombre suite aux lois Combes a permis aux congrégations religieuses françaises de se renforcer. Au travers de l'étude de quelques frères issus des communautés des frères des écoles chrétiennes et des frères de l'instruction chrétienne nous avons un aperçu de leur vie au Québec. Les principaux résultats de cette enquête nous apprennent que la constitution de communautés locales françaises est une résultante de ces arrivées massives. De plus les frères français ont permis une amélioration des activités scolaires et périscolaires ainsi que le développement des missions à l'étranger.

French religious teachers left their mark on the province of Quebec at the beginning of the 20th century. They landed in French Canada in large numbers in the wake of the anti-clerical Combes legislation. As a consequence, French religious congregations were reinforced in Quebec. This paper follows the trajectories of a few religious teachers from two institutions (frères des écoles chrétiennes et frères de l'instruction chrétienne). The analysis of a few case studies will lead us to observe that these religious emigrants reinforced the French local communities. The French teachers also contributed to develop school activities as well as extra-curricular activities for their pupils and students.

*« Que le Canada soit redevable à la France, et pour une large part, des progrès qu'il a
faits
dans le domaine de l'éducation,
c'est une vérité si évidente qu'elle se passe de démonstration. »
(Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada 1937, 171)*

Le choix de ce sujet a été inspiré par les résultats de mon mémoire de Master 1 sur « L'immigration des Français au Canada en 1911, l'exemple des quartiers Sainte-Marie et Papineau, Montréal », soutenu à l'Université de La Rochelle en 2010. Lors de cette recherche, nous avons constaté qu'un nombre considérable de religieux français résidait dans le quartier Sainte-Marie de Montréal et notamment des enseignants religieux (14% des Français du quartier sont des religieux, dont 70% travaillent dans des établissements d'enseignement). A cette époque, ces religieux occupent comme leurs confrères canadiens, des fonctions liées aux trois bases de l'action de l'Église catholique c'est à dire la paroisse, l'école et l'assistance sociale. Les enseignants religieux sont concentrés dans quatre établissements, dont trois sont dirigés par des Français. Ces trois établissements sont composés d'une majorité de Français. Leur concentration les démarque de leurs compatriotes. En effet le migrant français de l'époque ne se regroupe pas au sein de quartiers ethniques, comme

c'est l'usage à Montréal. Il semble s'intégrer facilement à la population canadienne-française, dont il partage la langue et la religion. Les religieux sont différents. Les liens entre les religieux de France et du Québec se sont maintenus au fil des ans, malgré la Conquête de 1760. Le quart des immigrants de la période 1760-1867 sont des religieux (FOURNIER 1995). Ils ont conservé des liens anciens et ont implanté leurs congrégations au Québec. Certaines sont encore dirigées par des Français en 1914. Dans un souci de clarté les termes de congrégation et de communauté sont utilisés indistinctement. Nous prenons comme référence la définition du terme de congrégation en tant que « compagnie de prêtres, de religieux, de religieuses¹ ». Pour distinguer les regroupements de frères au sein d'une plus petite unité, nous utiliserons le terme de communauté locale. Ce terme désigne un groupe de frères travaillant dans une école et vivant sous le même toit.

L'intérêt de l'étude des enseignants religieux s'explique par leur contact privilégié avec la population et le rôle que leur assigne l'Église. Ils sont en charge de l'éducation et de l'instruction de la jeunesse québécoise. « La méthode la plus efficace dont dispose l'Église pour imprégner les esprits des saines notions religieuses qu'elle est chargée de répandre, c'est bien de prendre elle-même en main l'œuvre générale de l'éducation, de la confier à ses prêtres, à ses pieuses congrégations d'hommes et de femmes, à des personnes d'une vertu éprouvée et d'une science reconnue, et de mener ainsi de front, par un harmonieux développement, l'instruction religieuse et l'instruction purement civile.² » Nous comprenons donc toute l'importance que représente ce personnel ecclésiastique pour l'histoire et l'évolution de l'enseignement au Québec. Afin d'obtenir un aperçu de ce phénomène nous pouvons étudier les enseignants de deux écoles situées sur l'île de Montréal où se trouvaient des enseignants religieux français. Pour les frères des écoles chrétiennes (FEC), il s'agit de l'école Sainte-Brigide et pour les frères de l'instruction chrétienne (FIC), l'école Sainte-Élisabeth. Les traces qu'ils ont laissées nous permettent de nous interroger sur des faits précis. Dans le détail nous pouvons apprendre beaucoup de l'action de cette migration particulière.

Quels sont les parcours individuels de ces frères arrivés au Québec ? Leur arrivée massive a-t-elle bouleversé le fonctionnement de leurs congrégations respectives ? Quels ont été leurs rapports avec la population ? Quel a été leur apport à la société canadienne, notamment dans le domaine de l'enseignement ?

¹ « Synonyme : communauté, ordre ». *Le nouveau petit Robert*, Paris : Le Robert ed., 2011

² Lettre pastorale de Nos Seigneurs les archevêques et évêques des provinces ecclésiastiques de Québec, de Montréal et d'Ottawa sur l'éducation, Québec, 1894, cité par Ruby Heap, 1986, p.31-32

1. Des migrants français particuliers

Leur statut de religieux est une des particularités de ces migrants mais bien d'autres aspects les distinguent de leurs compatriotes.

Un exil religieux

Dans un premier temps leur nombre dénote dans l'histoire contemporaine de la migration au Canada et au Québec. Les FEC appartiennent à une congrégation dont les quatre premiers représentants se sont implantés relativement tôt, en 1837, à Montréal. Les autres congrégations importantes se sont installées au Québec principalement dans les années 1880. L'explication de la présence en grand nombre de religieux nés en France, s'explique par la politique anticléricale française menée par la Troisième République, mais également pour des engagements missionnaires, comme l'explique très bien dans cette présente revue, Guy Laperrière dans son article « Les religieux français au Québec, 1880-1914 ».

En 1903 et 1904, confrontés à une politique gouvernementale qui vise à abolir les congréganistes, les enseignants religieux doivent choisir entre trois alternatives : soit quitter l'habit et se séculariser pour retourner à la vie civile, soit opter pour une fausse sécularisation et continuer à enseigner dans une école privée ou, dernière option, rejoindre une province ecclésiastique à l'étranger en attendant de meilleurs jours pour le clergé catholique en France.

C'est ainsi que, par la volonté de quelques supérieurs des congrégations, l'exil vers le Canada devient possible. Le cas du frère Rolland-Arsène illustre bien les choix qui sont offerts. Il a eu le choix entre « frère au Canada, père bénédictin en Belgique [et] instituteur libre à Paris.³ » La possibilité de venir au Canada ne dépend pas de lui, car à une question posée sur le choix de cette destination, il précise qu'il vaut mieux se demander « pourquoi les supérieurs ont-ils choisi le Canada ? » (p.8). Une fois la décision prise, ou fortement suggérée, il reste toutefois à surmonter une dernière embûche, à savoir l'obtention de l'accord des parents pour les plus jeunes. Le frère Rolland-Arsène nous informe que « le oui paternel n'est pas trop laborieux ; la maman est beaucoup plus réticente. [Mais ses] arguments emportèrent le morceau et la signature. » (p.3)

³ André Dubuc, Questionnaire à Rolland-Arsène, Archives des Frères des Écoles Chrétiennes à Laval (AFECLa), C 508517, 20 p

GUILLAUME HÉLOU

Image 1 : Petits novices venant de France, 1906

Source : AFECLa, D001 103, C5363

Cette volonté de s'exiler montre toute la détermination et la conviction profonde de ces jeunes gens, du bien-fondé de leur actes et de leurs croyances, car pour certains la décision du départ n'est pas aussi aisée, par exemple les « parents [du frère Robustien-Marcel (FEC)] essaient vainement de le retenir en France.⁴» Ce à quoi s'allie l'insouciance de la jeunesse. Car si le frère Rolland-Arsène prend la décision de s'exiler à l'âge de 16 ans (il est parmi les plus jeunes du groupe étudié), quelques-uns partent bien plus tôt comme l'atteste la photographie de ce petit groupe de novices, il est noté au dos de cette photographie : « Petits novices venant de France, 1906.⁵» Si nous ne connaissons pas leur âge ni leur identité, nous pouvons avancer que ceux-ci ne doivent pas excéder les seize printemps.

Le voyage vers le Québec

Les récits sont nombreux sur ces voyages qui se déroulent, pour les premiers, dans l'improvisation si ce n'est la précipitation la plus totale. Par exemple, 27 FIC, dont un Canadien, participent au premier voyage de l'année 1903 organisé par les supérieurs des FIC de Ploërmel. « Les trois aînés sont

⁴ D001 102, C 507 831, AFECLa

⁵ D001 103; C5363, AFECLa

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

respectivement âgés de 48, 25 et 19 ans. L'âge des jeunes varie de 16 à 18 ans (moyenne : 16 ans, 10 mois). » Ce groupe s'embarque le 6 mai 1903 sur *Le Dominion*, qui, « pendant la guerre du Transvaal [11 octobre 1899-31 mai 1902], (...) avait servi au transport des animaux et n'était nullement aménagé pour les voyageurs, surtout dans la partie réservée à la troisième classe » (LAPROTTE 2002, 13) dont ils font partie. Pour un autre ce navire « avait servi de transport de troupes » (LAPROTTE 2002, 17). En tout cas, tous s'entendent sur les conditions déplorables qu'ils rencontrent. Selon le frère Gilbert-Marie le « voyage a été un véritable martyre. » La nourriture leur a manqué, et ils se font un délice d'« un quart de biscuits plein de vers et des choux de Siam couverts de terre » (LAPROTTE, 17), qu'ils se partagent entre les 13 novices. Cette première traversée en nombre des FIC, sert d'expérience. Le but d'un voyage à moindre coût était de pouvoir emmener le plus grand nombre possible de frères de l'autre côté de l'Atlantique, mais les conditions trop éprouvantes amènent les supérieurs à revoir leur stratégie et nous ne retrouvons pas trace de conditions aussi dantesques dans les récits de voyage ultérieurs.

Ce voyage est l'occasion de vivre de nouvelles expériences et de s'aguerrir face à des conditions parfois difficiles. Le frère Roland-Arsène nous livre les souvenirs de ces moments qui l'ont marqué. C'est d'abord la découverte de nouveautés technologiques en ce début de siècle, « les premiers omnibus motorisés⁶ » retiennent son attention à Paris. Le plus impressionnant pour lui reste *La Gascogne*, le navire sur lequel il embarque « et ses 12 000 tonnes. Quel monstre pour des yeux qui n'avaient vu que les barquettes à fond plat de sa Loire natale. » (p.5) Ce sont également les rencontres qui ne manquent pas lors du voyage et les liens qui se tissent entre expatriés qui s'éloignent de leur terre natale. Le jeune frère bénéficie de conditions de voyage nettement plus agréables que les premiers FIC. Son groupe et lui voyagent en seconde classe et ont même « droit au pont des premières » (p.6). Il nous raconte que tous « les soirs après le dîner, les passagers sont captivés par un spectacle inusité, à la poupe du vaisseau un groupe compact et d'âges très hétérogènes, s'amuse follement à tout et à des riens. » (p.6) Enfin c'est la connaissance de nouveaux territoires qui marque ce périple, car après un détour par New-York, où ils laissent un groupe de FEC nantais, ils arrivent enfin à Montréal au matin du 9 août 1904. Quelques jours à Mont-Saint-Louis, pendant lesquelles ils visitent la métropole canadienne, puis c'est la retraite annuelle de Varennes, sous la « présidence du frère Réticius, d'austère mémoire sous un sourire protecteur autant que malicieux » (p.6-7), assisté d'un autre frère français. Rolland-Arsène

⁶ Rolland-Arsène, AFECLa, C 508517, 5

GUILLAUME HÉLOU

semble ravi que « deux Français s'entendent pour acclimater d'autres Français. » (p.7)

D'autres récits de voyage existent, ils mettent aussi en exergue les liens profonds et indéfectibles qui se nouent entre les religieux. La crainte et l'appréhension d'un voyage vers un territoire inconnu sont absentes de ces récits. En effet les frères français arrivent en nombre dans un pays où ils sont attendus. Ce sont des compatriotes qui ont connu eux aussi l'exil, et les tourments qui l'accompagnent, qui les accueillent.

Une intégration facilitée

Ces Français débarquent dans un monde qui leur est familier (langue, religion). La question de l'adaptation, qui est un « phénomène de mutation sociale et culturelle qui représente l'effort que doivent faire les individus et les groupes pour s'ajuster aux situations sociales créées par la compétition et le conflit » (SEONG-SOOK 2000, 8), est facilitée pour ces migrants particuliers. Georges Dupeux « estime qu'au XX^e siècle les Belges travaillant dans le Nord de la France ne sont pas de véritables immigrés. Du fait de la 'proximité culturelle' qui les rapproche de la population locale, l'ouvrier belge serait moins 'dépaycé' à Lille qu'à Bruxelles. » (NOIRIEL 2001, 289). Nous pouvons ici aussi arguer de leur proximité culturelle avec l'environnement qu'ils intègrent pour revoir la notion d'immigrant, ou plutôt celle de migrant. La France qu'ils quittent ne veut plus d'eux sous leur habit religieux, tandis qu'au Québec « l'Église catholique occupe (...) une place prépondérante. » (HAMELIN & GAGNON 1984, 41) D'autant plus que les dirigeants des deux communautés qu'ils retrouvent sont des Français. Le frère Ange (FIC) est le directeur de la maison provinciale, située à La Prairie, près de Montréal. Il est l'un des six fondateurs de la congrégation au Canada en 1886. « Il sera remplacé, le 25 août [1903] par le frère Joseph-Ferdinand arrivé au Québec le 7 juin 1903 » (LAPROTTE 2002, 20) à l'âge de 43 ans. Pour les FEC, nous pouvons évoquer le frère Réticius, assistant de Besançon et de Montréal (1892-1913). C'est pourquoi à la question de savoir si l'adaptation ou l'intégration ont été « freinées ou facilitées par la présence d'éléments ou de facteurs français dans tout ce contexte », le frère Rolland-Arsène répond que cela a été favorisé et se demande même « qui a dû s'adapter le plus ? Les sujets français ou les canadiens? »⁷.

Cependant au-delà de l'accueil chaleureux, il faut rappeler que des différends entre Canadiens-français et Français existaient déjà en 1880. Nive Voisine pointe du doigt « le chauvinisme de certains supérieurs français et

⁷ Rolland-Arsène, AFECLa, C 508517, 8

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

l'absolutisme de quelques visiteurs, dont le frère Réticius. » (VOISINE 1991, 158) Bien que ce constat soit absent des écrits concernant les FIC, l'arrivée de tant de nouveaux membres au Canada ne va pas manquer de provoquer quelques conflits dans les deux congrégations. Ainsi d'après quelques récits nous pouvons nous figurer de l'ambiance qui règne. Un accueil chaleureux « facilite l'adaptation des nouveaux arrivés, mais n'élimine pas toutes les difficultés. » (VOISINE 1991, 161) Le frère Cléonique-Joseph (FIC) nous livre son ressenti de ces moments de vives tensions :

Arrivés à pareille date [19 juillet 1903], nous encombrions la maison. Cet encombrement et les premiers contacts entre nous et les jeunes Canadiens firent naître et croître à l'excès des malaises. Nous eûmes d'abord quelques hésitations sinon des difficultés à comprendre leur phrase multi-accentuée et segmentée, gravée par ailleurs, d'étrangetés de prononciation et d'articulation. (...) La plus grande cause de trouble venant du fait qu'il était impossible à nos jeunes confrères de comprendre la violence qu'avait endurée notre psychologie dans notre séparation des autres et de l'exil. (...) or cette violence avait laissé en nous une sensibilité extrême à la provocation, effet qui pouvait dégénérer en hostilité. Ceci s'annonça sourdement d'abord et à propos de riens. (...) On en vint à des discussions acerbes, même à des rixes. Après un échange de coups, un d'entre nous reprit le bateau pour la France. Les tablées au réfectoire devinrent envenimées. Je me rappelle pour ma part avoir lancé un pain entier en diagonale jusqu'au bout de la salle à la face d'un opposant⁸.

Chez les FEC les locaux du noviciat du Mont-Saint-Louis ne sont pas aussi exigus, mais les arrivées massives de frères français, comme nous l'avons vu, n'empêchent pas quelques tensions, voire exacerbent une situation déjà conflictuelle. Les problèmes que les frères rencontrent sont liés au phénomène de groupe qui empêche une intégration rapide, voire favorise la constitution de clan, notamment au sein des FEC. Toutefois le frère Rolland-Arsène nous met en garde contre le risque d'anachronisme, pour lui le « phénomène néo-canadien date des années 1960, ce n'est que là que l'on commence à [l']identifier comme français. » (p.9) Il considère plutôt que l'adaptation a été rapide. Si les frictions existent, elles sont dues à des nominations à des postes de directeurs de Français alors qu'un frère canadien brigait le poste, ceci vaut notamment pour les FEC. Pour les FIC, l'exiguïté et le manque d'ouvrage provoquent les tensions qui disparaissent au fur et à mesure des postes créés ou libérés.

⁸ Frère Cléonique-Joseph, 1963, p.20-21

GUILLAUME HÉLOU

Ces tensions et rivalités peuvent expliquer une particularité des religieux français. En effet peu de temps après les arrivées massives de 1903-1904, nous assistons à un regroupement des Français au sein de quelques communautés locales.

La constitution de communautés locales françaises

Chez les FEC, le phénomène de concentration des frères français s'explique en partie par le mécontentement que provoquent les nominations de frère Réticius. En effet une de ses premières décisions à l'été 1904 est de remplacer le frère Palasis, « directeur aimé et compétent du scolasticat de Montréal, par le frère Régis-François, grand pédagogue et directeur du scolasticat de Besançon, qui avait accompagné ses scolastiques pendant la traversée du Havre à New-York. » (DUBUC 1969, 44) Le ressentiment des frères canadiens s'accroît lorsqu'ils apprennent en « septembre 1904, que les corps professoraux du juvénat et du scolasticat de Montréal [sont] composés en grande majorité de Frères français dans la proportion de cinq sur sept. Il en [est] de même dans quelques écoles dès 1905. » (p.44) Ainsi les Français prennent en main la formation des jeunes de la congrégation des FEC. Cela implique une influence considérable sur les aspirants à la vie religieuse.

Les FIC, de leur côté, cherchent à employer efficacement cette manne de personnel religieux. Comme les FEC ils vont, dans un premier temps, en profiter pour remplacer les laïcs des écoles qu'ils dirigent, et ce jusqu'au personnel non-enseignant. Nombreux sont ceux qui deviennent cuisiniers ou lingers pour quelque temps ou sur le long terme. Du fait de leur implantation récente (1886), la canadianisation de la congrégation des FIC n'est pas établie et les recrues canadiennes sont encore peu nombreuses. Il apparaît donc normal que les écoles présentent des concentrations de Français, d'autant plus que l'arrivée de 103 frères français en 1903 contribue à maintenir le caractère français de la congrégation.

Dans le détail nous pouvons observer le cas de deux écoles montréalaises qui illustrent la constitution de communautés locales françaises en ce début de XX^e. Pour les FEC nous connaissons l'école Sainte-Brigide, elle se situe dans la paroisse du même nom et est la première que se voient confier les FEC en arrivant à Montréal (intersection rues Champlain et Sainte-Rose). Elle est la vitrine du travail accompli par les FEC dans les écoles primaires depuis leur arrivée au Canada. Sa réputation est établie depuis longtemps.

Les registres du personnel nous indiquent l'absence de Français au sein de cette école de 1900 à 1904. Le 20 août 1904 sept frères français prennent

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

place au sein de cette communauté locale qui compte alors seize membres. En un été la proportion de Français passe donc de 0 à 44% de l'effectif. Sur ces sept frères, quatre proviennent du district de Besançon et ce sont les plus anciens (ils sont nés entre 1859 et 1877). Nous pouvons supposer que ceux-ci ont un rôle d'encadrement des plus jeunes enseignants. D'autant plus que l'un d'eux, le frère Robustien-Léon, devient directeur de l'école à l'été 1906. Le groupe de sept Français est rejoint par six frères pour la rentrée 1905, dont cinq Français. Ils sont désormais 12 Français dans une école qui n'en comptait aucun, deux ans auparavant. À la rentrée 1906 cinq frères viennent intégrer la communauté et trois sont Français. Si nous retirons les deux Français qui sont mutés ailleurs, nous arrivons donc à un total de 13 Français dans une communauté qui compte de 17 à 18 membres pour 15 classes (de 72 à 76% de l'effectif).

Illustration 2 : Ecole Sainte-Brigide en 1937

Source : Les FEC au Canada, 1937, 395

Autre fait important à remarquer, c'est la jeunesse des frères canadiens qui reçoivent comme obédience la communauté Sainte-Brigide aux étés 1904 et 1905. Tous sont sortis du noviciat entre 1902 et 1904. Ce constat corrobore les propos d'André Dubuc, qui nous présente « l'accueil et l'aide que les débutants recevaient dans les communautés dites françaises. Le Frère directeur et les plus anciens se faisaient un devoir de guider les jeunes instituteurs; conseils et encouragements ne manquaient pas. » (DUBUC 1969, 81) Cependant il place cette habitude « d'envoyer les jeunes Frères canadiens faire leurs premières armes dans les écoles dirigées par les Français » (DUBUC, 81) dans les années

GUILLAUME HÉLOU

1912-1920. D'après les registres nous pouvons affirmer que l'école Sainte-Brigide pratique déjà ce rôle de formation des jeunes frères. Dès 1906, et la nomination d'un Français au poste de directeur, les jeunes frères canadiens côtoient des frères français plus expérimentés. Il est vrai que cette relation est facilitée par la présence à la tête du scolasticat d'un Français, le frère Roland-Pierre. Ainsi tous les ans ce sont entre trois et cinq jeunes frères qui viennent faire, en quelque sorte, leur apprentissage. Dans l'intervalle qui sépare la rentrée 1904 de la rentrée 1915, 55 frères fréquentent l'établissement, et sur ce nombre 33 sont nés en France, soit 60%. Cette école est caractéristique de ce que nous pouvons nommer une communauté locale française. Les cadres de l'école, c'est à dire des instituteurs âgés de trente ans et plus, sont des Français qui restent en place plus de trois ans. Tandis que les jeunes frères, français ou canadiens, apprennent sous le regard de ces maîtres français aguerris. L'école Sainte-Brigide est donc une école d'excellence où l'on forme les jeunes frères. Elle est d'ailleurs surnommée le « second noviciat » (DUBUC, 62).

La constitution de communautés locales françaises est donc bien une réalité dès 1904. Nous en avons un exemple avec l'école Sainte-Brigide dont la prise de possession par les frères français est symbolique. Elle est considérée comme « l'*Alma Mater*⁹ » de la congrégation au Canada, le personnel de cet établissement a été complètement changé en l'espace de deux ans. Le phénomène de concentration d'enseignants religieux français est remarqué dans d'autres établissements de la province du Québec dans les années avant la guerre. Cette politique prend une dimension provinciale lorsque en 1912, le frère Sigebert, provincial canadien, décide du « regroupement de plusieurs Frères de France dans des communautés dites françaises » (DUBUC 1969, 44). Il conviendrait d'examiner les registres de ces écoles pour confirmer ou infirmer cette date, car pour Sainte-Brigide c'est bien dès 1904 que le regroupement s'initie, pour être définitif en 1906.

Pour les FIC nous retrouvons, sous certaines réserves, le même phénomène à l'école Sainte-Élisabeth. Il ne faut pas oublier que les FIC, implantés depuis seulement 1886, sont majoritairement d'origine française au « Québec dans une proportion de deux pour un. » (LAPERRIÈRE 2001, 356) De ce fait la majorité des enseignants des FIC sont français. Cette école ouvre ses portes le 28 avril 1896 et un Français prend tout naturellement la direction de l'établissement (les FIC ne forment des frères canadiens que depuis 1891). Cependant dès la rentrée 1900 la majorité des frères qui composent les effectifs de l'école sont Canadiens : il n'y a que deux Français et un Anglais pour sept Canadiens. L'un des Français est le directeur ; l'autre le remplace en 1902, il faut

⁹ Les FEC au Canada, 1937, 397

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

attendre 1915 avant de voir un Canadien à ce poste dans l'école. En 1901 et 1902, il y a cinq Français pour, respectivement, 13 et 14 enseignants. Mais dès 1903, et l'arrivée massive des frères français ne pouvant plus exercer en France suite aux lois scolaires, leur nombre passe à 8 pour 14 enseignants (57%).

L'année suivante (1904) ils sont 11 sur 17, soit 64,7% de l'effectif. Nous retrouvons donc la même configuration que dans l'école Sainte-Brigide des FEC. Ici aussi la plupart des frères français sont jeunes. Leur manque d'expérience empêche les supérieurs de les envoyer dans de nouveaux établissements. Ainsi ils sont encadrés par des frères d'expérience sous la direction d'un frère français. C'est pourquoi les premières années (1904-1907) après l'arrivée massive, l'école Sainte-Élisabeth accueille de quatre à cinq nouveaux enseignants récemment sortis du noviciat (moins de trois ans). Ceux-ci résident dans la communauté locale de un à deux ans. La politique du frère Ulysse, supérieur de la mission canadienne de 1886 à 1910, consiste à répondre au maximum aux sollicitations d'ouverture d'écoles car cela rapporte de l'argent à la congrégation implantée de fraîche date au Canada. Seulement, comme il le rappelle, « il faut d'abord former nos hommes (...). Il vaut mieux n'avoir que 20 maisons qui marchent bien que d'en avoir cent et de passer pour des imbéciles. » (LAPROTTE 2002, 40) L'école semble servir de centre de formation pour les jeunes frères. Il y a peu de frères d'expérience, et ceux-ci sont tous nés en France. Ceci semble être une autre caractéristique des communautés locales françaises. À l'instar de l'école Sainte-Brigide pour les FEC, l'école Sainte-Élisabeth dispose de frères expérimentés nés en France qui restent plus de trois années en poste et qui encadrent de jeunes enseignants, tant français que canadiens, de passage pour un ou deux ans, peu de temps après leur sortie du noviciat.

La constitution de communautés françaises chez les FIC n'est donc pas une politique délibérée. Si nous constatons des concentrations de Français cela s'explique par leur poids numérique dans la communauté, bien qu'il soit supérieur à leur proportion au sein de la congrégation (deux tiers) dans certaines écoles, telle l'école Saint-Jean-Berchmans avec un taux record de 83% en 1905 (HÉLOU 2011, 59). Toutefois nous pouvons noter que les directeurs restent longtemps des Français. Les cadres des écoles possèdent également cette nationalité et sont nombreux à exercer en tant que directeur après leur passage dans ces écoles. Nous pouvons citer quelques exemples, tel le frère Maximilien-Marie qui officie à l'école Sainte-Élisabeth de 1903 à 1915 et en devient le directeur en 1921, ou encore le frère Ludovic-Joseph, enseignant de 1905 à 1907 à Sainte-Élisabeth avant d'être nommé directeur de l'école de Pointe-Gatineau.

GUILLAUME HÉLOU

Les communautés locales françaises sont donc une réalité dès 1904 pour les deux congrégations. Nous pouvons les définir par une concentration de frères français supérieure à celle de la congrégation du Canada. Mais c'est surtout l'encadrement qui les caractérise. Le directeur est un Français, assisté de trois ou quatre frères d'expérience, tous nés en France, qui encadrent les frères plus jeunes des deux nationalités.

Ces hommes qui migrent au Québec jouent un rôle essentiel dans la société de par leur position. Leur poste d'enseignant leur assigne une responsabilité envers la jeune génération qu'ils sont chargés d'éduquer. « En 1901, lors de l'ouverture du Congrès pédagogique de Montréal, Mgr Bruchési ira jusqu'à déclarer : « [...] après le prêtre, je place immédiatement le maître et la maîtresse d'école ; car ce sont eux qui ont sur la génération actuelle la plus grande influence [...] » (HEAP 1986, p.501)

2. Des acteurs de la société

2 000 nouvelles écoles sont ouvertes de 1896 à 1920, sur la période le nombre d'instituteurs est multiplié par 1,8. Cette période est donc cruciale pour l'encadrement des jeunes. Les centaines d'enseignants religieux français qui migrent vers le Québec dans ces années-là est donc d'un grand intérêt pour les congrégations enseignantes. « L'arrivée d'un pareil contingent est une manne pour le district qui se plaint continuellement du manque de sujets » (VOISINE 1991, 160), cela permet au clergé de posséder une longueur d'avance sur l'enseignement laïque. La migration de 103 FIC en 1903 et 221 FEC entre 1904 et 1906 permet de concurrencer les instituteurs et institutrices laïques. Ce bouleversement dans le monde de l'enseignement ne passe pas inaperçu.

Au contact direct de la population

Pour inscrire leur action dans la société qu'ils côtoient les frères des différentes communautés ne se contentent pas du cadre scolaire. L'arrivée de frères français permet de développer leur rôle. Tout d'abord, dans le domaine des activités périscolaires et artistiques, les frères français apportent leurs qualités artistiques propres. Le frère Ulysse, fondateur de la branche canadienne des FIC, réclame depuis son arrivée en 1886 des artistes et musiciens. Parmi les migrants de 1903 se trouvent des frères capables de combler ses vœux. Le frère Ludovic-Joseph, en provenance de Saint-Pierre et Miquelon, est nommé au noviciat de La Prairie « où il cumule les fonctions de professeur, organiste et maître de la chapelle. En 1905, il est envoyé à l'école Sainte-Élisabeth de Montréal. Son talent musical se développe : il suit à présent des cours d'orgue de

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

l'un des meilleurs artistes du Canada.¹⁰ » Autre exemple du développement de ces activités, le frère Florentin-Yves, de passage à l'école Sainte-Élisabeth de 1906 à 1907, crée et développe la fanfare de son école à Louiseville en 1912. Il en est de même chez les FEC, le frère Rolland Arsène enseigne le chant, tout comme le frère Rétice-Bernard, « professeur au scolasticat de Maisonneuve près Montréal, où il [est] spécialement chargé d'initier les jeunes Frères aux principes du chant grégorien, que sa sainteté Pie X venait de remettre en honneur dans les cérémonies saintes. » (DUBUC 1969, 53)

Autre activité importante c'est le développement des associations au début du XX^e siècle. Ce regroupement d'anciens élèves offre la possibilité aux frères d'étendre l'influence de leur éducation au-delà de la scolarité. L'exemple de l'école Sainte-Élisabeth est significatif.

Illustration 3: Cercle de La Mennais, 1912

Source : La branche canadienne des FIC, 1936, 300

Le frère Louis-Étienne, un frère français arrivé au Québec en 1895, organise en 1897 la *Ligue du Sacré-Cœur*. Il « comptait sur cette association pour aviver la piété de ses écoliers.¹¹ » Dès l'année suivante un des jeunes membres de l'association fait son entrée au noviciat de la communauté à La Prairie. En 1899 une association musicale est fondée et la même année naît le

¹⁰ Dossier du frère Ludovic-Joseph, Archives des Frères de l'Instruction Chrétienne à La Prairie (AFICLP)

¹¹ La branche canadienne des FIC, 1936, 297

GUILLAUME HÉLOU

Cercle de La Mennais. C'est « un cercle d'études religieuses et sociales qui [a] ses réunions hebdomadaires présidées par le Frère Directeur ou le Frère Sous-Directeur. » (p.298) Ce cercle devient « un véritable organe d'action catholique et form[e] un bon nombre d'hommes d'œuvre. » (p.298) En juillet 1910 il s'affilie avec l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française (ACJC) né en 1903. Une manière pour les frères de s'insérer dans la société et inciter les jeunes à partir « en croisade contre les modes immodestes et le cinéma américain, en même temps qu'ils s'initient à l'organisation de coopératives ou d'associations professionnelles. » (FERRETTI 1999, 305) Cela complète leur enseignement qui selon la Règle des frères a pour but de faire naître et de développer chez l'enfant une mentalité chrétienne.

Pour inscrire encore plus leur action dans la vie de la cité, les frères organisent aussi des rencontres avec les parents. D'après André Dubuc elles ont lieu une fois par mois dans les établissements dirigés par les Français. « Ce souci de collaboration avec les parents nous apparaît, dans les témoignages des Frères canadiens, comme caractéristique des Frères français. » (DUBUC 1969, 81)

Enfin, le souci d'éduquer les enfants dès le plus jeune âge est le dernier aspect de la participation des congrégations françaises à la vie de la cité. Preuve en est la méthode phonique que les FEC introduisent au Canada. Celle-ci remplace bientôt la méthode dite d'épellation. Apparemment cette méthode permet « d'apprendre à lire aux petits-enfants en trois mois seulement. » (p.74) Le même soin se retrouve chez les FIC, où des professeurs sont spécialisés dans la gestion des classes des tout-petits. Le frère Laurent-Pierre enseigne auprès des plus petits de 1903 à 1954. (92 élèves sont inscrits dans sa classe pour l'année 1904-1905 à Sainte-Élisabeth). Malgré le nombre, il semble que le frère a le temps de s'intéresser à chacun d'eux. Des notes sur le devenir de chacun des élèves passés dans sa classe témoignent de l'attention qu'il leur porte.

Les méthodes des enseignants religieux français leur apportent la confiance de la population qui confie ses enfants en grand nombre aux frères pour les instruire. Il n'est qu'à constater les ouvertures de classe et la multiplication des établissements au sein de chaque communauté. Leur influence dans la société ne cesse de grandir.

Influences sur la société québécoise

L'enseignement permet aux congrégations de passer leur message et leur vision de la société. Ce sont des milliers d'écoliers qui usent les bancs des écoles des frères et qui reçoivent leur enseignement. L'effet le plus immédiat et

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

le plus visible est l'augmentation du nombre de frères. 221 FEC et 103 FIC français en deux années complètent les effectifs de leurs congrégations respectives. « En 1903, les 501 frères des Écoles chrétiennes canadiens enseignaient à 17,488 élèves dans 49 écoles des provinces de Québec et d'Ontario. Quatre ans plus tard, après l'arrivée du dernier contingent d'expatriés volontaires, le nombre de Frères répartis en 46 communautés, atteignait 730, celui des élèves 19,700 et celui des écoles, 57. » (DUBUC 1969, 70)

Il en ressort deux politiques différentes face à cette manne de personnel. Chez les FEC le frère Réticius remplace les enseignants laïques dans les écoles tenues par les frères. « Cette politique, fort discutable sans doute, donna cependant un caractère plus homogène au corps professoral des différentes écoles des Frères ; et l'esprit général s'en ressentit : les activités scolaires et para-scolaires se multiplièrent et connurent une période de prospérité au grand bénéfice des élèves » (p.72). Dans le contexte de développement de la scolarisation au Québec, les demandes d'ouvertures d'écoles ne manquent pas. Mais Réticius, fidèle à sa ligne de conduite, préfère renforcer les communautés existantes plutôt que de répondre aux nombreuses sollicitations. Cela relève le niveau des écoles des frères car de « nombreux témoignages s'accordent à reconnaître la supériorité de la culture de plusieurs Frères français sur leurs confrères canadiens » (p.47). D'autant plus que les meilleurs frères canadiens partent aux États-Unis pour y fonder des écoles lassaliennes. Les Français de la congrégation possèdent les diplômes officiels de leur pays à l'inverse des Canadiens qui bénéficient d'une dispense. De plus le nombre important de frères en France permet de « répondre aux demandes dans les écoles et de donner plus de temps et de soin à la formation des jeunes religieux dans les scolasticats » (p.48). Le frère Rolland-Arsène nuance toutefois cette affirmation en notant « une déficience en Français et en culture tout court chez ceux qui sont arrivés plus jeunes [au Canada]¹² », il fait partie de ce groupe et dissipe tout malentendu en rappelant qu'il n'a eu quasiment que des professeurs français.

Pour mesurer réellement l'influence des Français il faut rappeler que dans les deux congrégations, les directeurs des juvénats et noviciats sont d'origine française. Si ce n'est pas nouveau pour les FIC d'implantation récente, pour les FEC c'est un changement qui rend compte de l'influence française sur la congrégation. Tous les jeunes frères canadiens ou français qui ont fini leur noviciat au Québec sont passés sous la férule de ces maîtres. Pour les FEC, l'influence du district de Besançon est incontournable comme nous le rappelle l'article consacré aux « relations entre les districts de Besançon et de

¹² Rolland-Arsène, AFECLa, 11

Montréal¹³». Les premiers FEC envoyés au Canada en 1837, le sont par le frère Anaclet « né au bourg de Sirod (Jura), diocèse de Besançon » (p.171). C'est de ce même diocèse que vient Réticius¹⁴, qui préside aux destinées du district de Montréal de nombreuses années. Il imprime sa marque aux deux districts et envoie au Canada de nombreux frères. Ainsi pour les 221 frères qui s'exilent vers le Canada, on trouve cette « répartition par district d'origine : Caen, 6 ; Paris, 19 ; Le Puy, 38 ; Besançon, 154 ; autres districts, 4 » (p.175). Ce sont quasiment les trois-quarts des FEC français qui ont connu les exigences du frère Réticius à Besançon, auxquels nous pouvons ajouter ceux du Puy et de Paris car il a « été directeur au petit noviciat de Vals » dans le district du Puy, qui est lui-même « intimement jumelé avec celui de Paris¹⁵ ». Nous apercevons bien ici les connexions qui s'établissent entre les différents districts. En additionnant les trois districts nous atteignons 95,5% des effectifs français qui migrent entre 1904 et 1906 vers le Canada.

Dans les faits l'influence du supérieur bisontin est sans équivoque. Par exemple, un des professeurs du scolasticat de Maisonneuve, le frère Rétice-Bernard, « accepta docilement et avec profit les épreuves et humiliations que ne lui ménageait point son formateur, le Frère Réticius.¹⁶ » Ce frère est sorti du noviciat de Besançon le 18 octobre 1875, et va transmettre les méthodes intégrées pendant sa formation aux jeunes frères sous son autorité, à l'instar de ses compatriotes. La reproduction du district de Besançon va jusqu'à importer « certains articles de vêtements venus de France : des témoignages font mention de l'uniforme des juvénistes et d'une certaine boucle de ceinture où [est] gravé le mot BESANÇON. » (DUBUC 1969, 63)

Ce changement d'orientation en 1904 et la nomination de frères français à des postes importants vont provoquer l'ire des frères canadiens. Le frère Rolland-Arsène parle de « 2 ou 3 lettres anonymes s'en prenant à des directeurs français et qui se v[eulent] méchantes.¹⁷ » Mais en lisant Nive Voisine nous avons un rapport plus complet de ces événements qui secouent la communauté. Il a eu accès à ces lettres anonymes et rapporte certains propos qui s'en prennent aux Français mais visent surtout le frère assistant. Ainsi dans une de ces dénonciations, l'auteur anonyme décrit « ces créatures importées [qui] ont été les alter egos du C.F. Réticius ; tous religieux propres a dénaturé [*sic*], ils lui ont servi d'espions, etc. » (VOISINE 1991, 163) On reproche aux Français de

¹³ Les FEC au Canada, 1937, 171-173

¹⁴ Visiteur du district de Montréal et des maisons de formation de l'Amérique du Nord, 1880-1886 et assistant des districts de Besançon et de Montréal, 1891-1913

¹⁵ Rolland-Arsène, AFECLa, 8

¹⁶ AFECLa, C505294

¹⁷ Rolland-Arsène, AFECLa, 8

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

« méconnaître les us et coutumes du pays et qu'ils sont remplis de l'esprit de leur pays, qu'ils veulent à tout prix inculquer à nos jeunes frères » (VOISINE, 165). Dans nombre de ces lettres le reproche de la transformation de l'esprit de foi en esprit français revient. Pour Nive Voisine nous assistons au début du XXe siècle à une « poussée de francophobie et une certaine crise d'autorité. » (VOISINE, 176)

Nous trouvons un exemple de cette francophobie parmi la population cette fois. L'épisode nous est relaté par un article de *L'éclaireur* en date du 10 avril 1910, conservé dans le dossier personnel du frère incriminé. Le frère Acepsime-Georges aurait « causé [du] projet de la création d'une Marine Canadienne, à ses élèves, dans le sens nationaliste.¹⁸» De cette affirmation trois commentaires viennent sous la plume du journaliste :

- 1) Nos maisons enseignantes ont là une preuve nouvelle de la parfaite neutralité qu'elles doivent observer, en matière politique, vis-à-vis de leurs élèves.
 - 2) Que le bien incalculable que nos maisons d'éducation accomplissent dans notre province, devrait leur faire pardonner facilement, certains écarts – souvent involontaires ou incontrôlables - qui peuvent arriver [...].
 - 3) Et nous appuyons sur cette déduction : dans notre province nos us et coutumes, notre manière de vivre, notre conception des choses sociales et politiques demandent et exigent que le contrôle de notre enseignement soit confié à des gens de notre race, nés au pays et qui ont grandi et se sont formés dans notre province. Soyons hospitaliers, soyons généreux, mais sachons garder nos droits et défendre nos intérêts.
- On comprendra facilement ce que nous voulons dire.

Ces propos illustrent peut-être un cas isolé, toutefois nous pouvons y déceler une attaque contre les étrangers, en l'occurrence un Français. La xénophobie exprimée par ce journaliste d'un hebdomadaire de la Beauce reflète une opinion d'une certaine partie de la population. Cela illustre les réactions qu'ont pu avoir certaines personnes face aux enseignants religieux français. L'exemple unique ne nous permet pas de généraliser et de tirer des conclusions. Néanmoins cela met un bémol aux propos trop enthousiastes et louangeurs envers l'influence française chez les FEC exprimés par les récits émanant de la congrégation.

¹⁸ *L'éclaireur*, le 10 avril 1910

GUILLAUME HÉLOU

Il n'existe pas de personnage aussi central chez les FIC que ne l'est frère Réticius pour les FEC. Il est normal que la congrégation garde un esprit français au vu de sa récente implantation. Cependant nous pouvons observer que les FIC changent également les responsables de la formation des jeunes frères. Les frères Ermel et Longin « sont arrivés à La Prairie en 1903 à la tête de groupes de novices et de scolastiques. Ils occuperont les mêmes fonctions au Canada » (LAPERRIÈRE 2005, 170) Les frères de la maison-mère, surtout les maîtres des novices et des scolastiques, sont considérés comme les meilleurs éléments, les mieux à même d'incarner la règle de la communauté. Ceci peut expliquer leur nomination à des postes clés dès leur arrivée.

Enfin l'influence des frères français se caractérise dans la quête d'un enseignement de qualité, voire d'excellence, prodigué par les enseignants religieux. Dans cette optique ils suivent des cours et subissent des examens tout au long de leur carrière. « Convaincus qu'un bon professeur est un éternel étudiant, plusieurs frères français ont manifesté, dans la poursuite de leurs études, une ténacité et une ardeur exemplaires » (DUBUC 1969, 57). Cela passe par les cours de vacances et les devoirs tout au long de l'année, aussi bien pour les FEC que pour les FIC. Le constat dressé par le frère Pierre-Émile en 1888 peut expliquer cette nécessité. Pour lui, « la supériorité de [leurs] méthodes d'enseignement [leur] permet de [se] maintenir au niveau, sinon au-dessus des Congrégations enseignantes d'origine canadienne » (LAPROTTE 2002, 108); cependant cela se fait « au prix d'énergiques et constants efforts » pour conserver leur rang. C'est ce qu'ils font par l'institution des devoirs de vacances, car « deux mois de vacances, cela paraît long et pourrait engendrer l'ennui. Voilà pourquoi le très cher Frère Directeur Principal a pensé qu'il serait bon d'en utiliser une partie pour des études sérieuses. » (LAPROTTE, 213) Nous retrouvons le même souci chez les FEC qui invitent les frères à profiter de leurs vacances pour continuer à s'instruire. Les frères français titulaires de baccalauréat et de titres universitaires donnent des cours de vacances. « Les cours destinés aux jeunes frères canadiens et français, [sont] sanctionnés par des examens organisés par les supérieurs de la congrégation. » (DUBUC 1969, 58) Les diplômes ainsi obtenus seront reconnus par l'Université de Montréal en 1927. Pour André Dubuc, il est évident que les « exilés de 1904 ont (...) contribué pour une large part à faciliter l'accès des études supérieures aux Frères du Canada. » (DUBUC, 58)

Le souci de s'améliorer sans cesse est à l'esprit du frère Ulysse dès la fondation, puisque les plus jeunes frères « suivaient les directions et fournissaient les devoirs du bulletin des Études édité à Ploërmel.¹⁹ » Dès 1899 le

¹⁹ La branche canadienne des FIC, 1936, 51

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

supérieur de la congrégation crée un bureau d'études pour les frères du Canada qui élabore des leçons plus en phase avec les programmes officiels du pays. Ainsi les cours s'étalent tout au long de l'année.

Pour compléter cette instruction les frères ont privilégié la lecture. Nous en trouvons la trace dans les témoignages sur les FEC. « Les Frères de France ont eu à cœur d'organiser des bibliothèques scolaires ou de rénover celles qui existaient déjà. » (DUBUC 1969, 71) D'après le frère Cyrille Côté « les bibliothèques des communautés françaises [sont] bien montées en livres religieux et profanes : anciens ou d'actualité. Elles [sont] aussi tenues en ordre, et exploitées. Dans les communautés canadiennes, c'[est] ordinairement un Français qui [est] en charge de la bibliothèque, telle celle de l'école Plessis, par le Frère Almer-Joseph, un modèle du genre » (DUBUC, 48).

Le livre est aussi une production des frères. Pour André Dubuc, les frères français ont une « plus grande maîtrise de la langue parlée et écrite » (p.48), ce qui explique leurs prédispositions. Cependant s'il est vrai que nous avons des exemples de production de frères français, rien n'indique que leur production ait été supérieure à celle des frères canadiens au début du XXe siècle. Cependant la production de livres par les frères a permis le développement des ateliers d'imprimerie et de reliure à La Prairie pour les FIC. « Ces ateliers existaient à l'état embryonnaire depuis l'achat en 1899, d'une petite presse à main (...). En 1903 quelques débris de l'imprimerie Saint-Yves, de Ploërmel, parvi[ennent] au noviciat de La Prairie (...). L'atelier pr[end] alors un premier développement, avec le concours de relieurs et d'imprimeurs, venus aussi de Ploërmel vers la même époque. » Il est donc avéré que les frères français ont contribué de manière décisive à l'essor de l'atelier d'imprimerie des FIC.

Les enseignants religieux français des deux communautés ont eu une influence heureuse au sein de la société québécoise. De par leur formation en France et les exigences qu'ils imposent en matière de formation permanente ils permettent aux congrégations d'être compétitives. Des heurts et des tensions apparaissent au sein des congrégations mais aussi au sein de la population, cela n'empêche toutefois pas la pérennisation de l'implantation des religieux français dans la province du Québec.

Des Français font souche

Nous avons vu que l'intégration et l'adaptation des frères français se fait sans grande difficulté, si ce n'est parfois un souffle de nostalgie qui semble insurmontable pour certains. C'est pourquoi sans quitter la congrégation certains

GUILLAUME HÉLOU

demandent à rentrer en France. C'est le cas de Godefroy-Joseph qui a vu son enthousiasme brisé et qui ne s'en remet pas. Il est pourtant un des pionniers des FIC. Il est arrivé en 1890 au Canada après y avoir demandé et obtenu son envoi. Il est envoyé en 1892 à l'école Saint-Jean-Berchmans et en 1899 il « est chargé de la fondation de l'école Saint-Paul dans la paroisse Saint-Édouard, il n'a que 28 ans. (...) Parents et élèves n'ont que des louanges pour les maîtres et surtout pour le Frère directeur.²⁰ » Seul le curé ne semble pas satisfait pour des motifs qui ne sont pas avancés. Il décide de se séparer des frères en 1905. « Monseigneur Bruchési, archevêque de Montréal, qui connaît la fougue du curé, lui fait savoir que s'il renvoie les frères il n'en aura pas d'autres. » (AFICLP) L'école est maintenue mais le frère est bouleversé. Il est chargé de fonder une nouvelle école en 1906, mais une remarque du frère visiteur, qui critique quelques irrégularités commises, l'atteint définitivement. Une dernière année en tant qu'adjoint à l'école Sainte-Élisabeth en 1911 ne réussit pas à le remotiver. En 1912 il obtient de retourner en France après vingt-trois ans de bons et loyaux services au Canada. La raison du retour est personnelle, nous n'allons pas toutes les évoquer. Mais le frère Rolland-Arsène avance quatre raisons pour les retours en France :

- a) Surtout : pressions venues d'outre-mer, au fur et à mesure que renaissaient les œuvres là-bas : Besançon, Le Puy-Paris surtout.
- b) Quelques demandes personnelles dont les motifs pouvaient être si variés
- c) Une certaine pression venant des parents n'est certainement pas étrangère à quelques retours (...).
- d) Jouons d'audace : dans le temps le Québec était loin d'être un « pays de mission ». La France ? Pourquoi ne pas aller missionner par-là ? Et souvenez-vous de notre propre prospérité ici : à tout point de vue. Rappelez-vous ces prises d'habit d'alors ! (Rolland-Arsène, 18)

L'acclimatation des jeunes frères se fait parfois dans la douleur, quelques-uns subissent « une crise pénible de nostalgie.²¹ » Cela peut être une autre explication des retours en France. Une crise qui est d'autant plus dommageable que pour certains le retour est compromis par la nouvelle loi de 1905 sur le service militaire. En vertu de l'article 50 de la loi de 1889, plusieurs jeunes religieux français étaient venus au Canada à l'âge de 19 ans; il leur suffisait d'y rester jusqu'à l'âge de 30 ans pour être dispensés du service. (...) La loi du 21 mars 1905 vi[ent] entièrement renouveler la donne. Le service passait de trois à deux ans et l'âge d'appel [est] désormais fixé à 21 ans. Mais toutes les

²⁰ Frère Godefroy-Joseph AFICLP

²¹ La branche canadienne des FIC, 1936, 97

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

dispenses sont supprimées, autant celle de l'article 50 (les dix ans à l'étranger) que celle qui limitait à un an le service des séminaristes et des étudiants aux grades supérieurs. (LAPERRIÈRE 2005, 388-389)

Cette loi intervient après les départs massifs des frères. Sans donner de directives claires à ce sujet, les supérieurs conseillent de rester et de demander des sursis. Le fait de ne pas effectuer le service militaire confère le statut d'insoumis, ce qui est fort mal vu en France. Peut-être que cette loi permet de garder nombre de jeunes frères qui ne peuvent plus rentrer en France sans risquer d'être « puni d'un emprisonnement d'un mois à un an » et à « l'expiration de leur peine, [ils] sont mis à la disposition du ministre de la guerre pour tout le temps du service militaire qu'ils doivent à l'État et sont envoyés dans une compagnie de discipline. » (Article 80, loi du 21 mars 1905) Rien de bien réjouissant pour celui qui veut rentrer.

Cependant ils sont quelques-uns à rentrer en France avant la mobilisation générale de 1914. Pour les FEC aucun ne rentre, chez les FIC, ils sont cinq, dans le groupe à l'étude. Ils quittent tous l'institution quelques temps après leur retour, soit immédiatement soit jusqu'à trois ans plus tard.

Nous avons également le cas des frères sortis de la congrégation mais restés au Québec. Dans les faits il est compliqué de connaître leur parcours puisqu'une fois sortis de l'institution il n'y a plus de traces d'eux dans leurs fiches individuelles. Une illustration de l'intégration d'un ancien membre des FIC est fournie par le frère Léonis, Pierre-Marie Brionne de son nom civil, qui s'illustre en rejoignant le département de l'Instruction publique du Québec après sa sortie de la congrégation en 1917. Nous pouvons aussi citer des FEC, tels que Jean-Baptiste Bart (frère Rénovatif-Jean) qui réintègre la vie civile le 25 novembre 1915 et ouvre plus tard l'école Jean Bart à Québec, ou encore Jules Febvet (frère Maurice-Jules), sorti le 8 juin 1914, retraité du Ministère des Terres et Forêts en 1969.

Parmi les frères qui restent au Québec, soit une écrasante majorité, certains vont s'intégrer parfaitement au point de demander la naturalisation. C'est le cas du frère Rolland-Arsène (FEC) qui l'obtient en 1922 et du frère Tharsice-Marie (FIC) en 1928. Nous avons vu que les frères français ont manifesté un grand intérêt pour leur patrie d'adoption, ils célèbrent les fêtes nationales, tel Orsanne-Philippe lors de la Saint-Jean-Baptiste, rédigent des manuels adaptés au pays, à l'instar du frère Théon-Marie et son livre *L'Agriculture dans les écoles*, ou encore s'impliquent au-delà de leurs prérogatives dans la politique du Canada en manifestant leur envie de voir se développer une Marine canadienne comme le fait Acepsime-Georges en 1910

GUILLAUME HÉLOU

(HÉLOU 2011). Certains vont jusqu'à écrire des poèmes à la gloire de leur nouveau pays. Les poèmes du frère Louis-Eugène (FIC), qu'il signe du pseudonyme Jean Credo dont voici un extrait, témoignent de ce phénomène :

Salut à toi, noble et grande patrie!
Terre féconde où Cartier aborda
En te nommant notre cœur chante et prie.
Car nous t'aimons, ô Canada.

Avec fierté nous lisons ton histoire
Honneur à ceux qui furent nos aïeux :
Ils ont rempli ton passé de leur gloire :
Nous, leurs fils nous ferons comme eux.

Ces signes d'intégration et cet attachement à leur contrée d'adoption vont se révéler au moment de l'entrée en guerre de la France en août 1914. Si les témoignages reconnaissants envers les religieux partis au front abondent, dans les faits peu de frères rejoignent la France au moment de leur mobilisation. La cinquantaine de lettres aux archives des FEC²² nous en convainquent, ainsi que le faible nombre de départs pendant ces années de conflit mondial dans les deux congrégations. La photographie issue de l'album célébrant le cinquantenaire de la présence des FIC au Canada nous laisse penser qu'il y a bien eu des frères combattants, mais si ils avouent avoir suivi avec anxiété le déroulement du conflit, ils concèdent que la « vie intime [des] établissements n'en [est] néanmoins pas troublée. » (p.83)

²² AFECLa, D002102032, C503329

Illustration 4 : Frères à la guerre, 1914

Source : La branche canadienne des FIC, 1936, p.83

Conclusion

Ces migrants sont particuliers en raison de leur condition de religieux. S'ils ne fondent pas de famille, ils impriment toutefois leur marque dans leur pays d'accueil. La migration religieuse française vers le Canada est tout à la fois, la plus ancienne et la plus continue de toute l'histoire du pays. Si leur venue est bien vue par la population et le clergé québécois dans un premier temps, des tensions et des rivalités ne manquent pas de survenir. Des récits dans les deux congrégations à l'étude le confirment. Des nominations à des postes importants et un certain dédain de la part des plus anciens français provoquent ces situations conflictuelles. Ce qui aboutit chez les FEC à une politique de regroupement des nationalités en 1912 sous l'impulsion du frère canadien, Sigebert. Cependant dans cette étude nous avons vu que, chez les FEC, au moins une communauté locale pratique ce regroupement dès 1904, qui est total en 1906 avec la nomination du frère Robustien-Léon à la tête de cette vitrine pour la congrégation que représente l'école Sainte-Brigide. Pour les FIC, nous avons constaté qu'une école au moins possédait le même profil. Nous avons pu définir la communauté locale française comme une concentration de frères français supérieure à celle qui caractérise la congrégation au Canada. Elle se distingue par son encadrement français. Le directeur possède cette nationalité ainsi que les trois ou quatre frères d'expérience qui restent en poste plus de trois ans. Ils sont tous nés en France et encadrent des frères plus jeunes des deux nationalités qui sont nommés dans une autre école au bout d'un ou deux ans à l'issue de ce qui s'apparente à un apprentissage.

GUILLAUME HÉLOU

L'intégration des Français se fait toutefois, si l'on en juge par les nombreuses ouvertures d'écoles qui suivent les années 1903-1904. Les classes ne désemplissent pas. Si nous n'avons pas étudié la réception par la population de l'arrivée des frères, nous avons vu que leurs qualités sont louées par leurs compatriotes dans les témoignages relatés ici. De plus ils semblent s'adapter au pays qui les accueille comme nous avons pu le constater dans de nombreux exemples. Il existe cependant des échecs et certains frères ont effectué le voyage de retour. Toutefois ils sont bien peu à le faire avant 1914. Quelques-uns restent même au Québec après être sortis de leur congrégation et s'y installent durablement.

L'arrivée massive de ces religieux procure aux congrégations un personnel compétent pour la plupart et motivé. Cela leur donne l'occasion de se développer. Les missions prennent un nouvel élan grâce à cette manne de personnel. La formation des enseignants devient plus poussée avec la formation permanente de ceux-ci pendant les vacances d'été, mais aussi tout au long de l'année. Les activités scolaires et périscolaires profitent aussi de ces nouveaux venus pour proposer un encadrement plus soutenu des jeunes québécois en dehors de leurs heures d'école. La constitution d'amicales d'anciens élèves et d'associations catholiques participe du même effort.

Leur migration se pérennise sur les bords du Saint-Laurent et ils sont bien peu à répondre à l'appel de leur pays d'origine au moment de la Grande Guerre. La grande majorité de ces frères s'adapte et s'intègre dans leur nouvel environnement. Ils sont un renfort appréciable pour le clergé québécois. Leur nationalité ne semble pas avoir empêché leur intégration. Les succès des écoles qu'ils dirigent prouvent leur acceptation par la population, même si quelques épisodes nous rappellent les préjugés qui existent à leur endroit.

Bibliographie

Archives ou sources consultées

DUBUC, André, « Questionnaire à Rolland-Arsène », AFECLa, C 508517, 20 p.

LA BRANCHE CANADIENNE DES FRÈRES DE L'INSTRUCTION CHRÉTIENNE. 1937. *Un cinquantenaire, 1886-1936*. La Prairie : Frères de l'Instruction chrétienne. 607 p.

LAPROTTE, Jean. 2002. *De la Bretagne au Québec. Comment 108 Frères de l'Instruction chrétienne ont refusé la laïcisation votée en 1903 par les chambres françaises*. La Prairie : Archives FIC. 140 p.

LA MIGRATION DES ENSEIGNANTS RELIGIEUX FRANÇAIS AU QUÉBEC

LAPROTTE, Jean. 1998. *La décennie des pionniers, 1886-1896, Implantation menaisienne en Amérique du Nord*. 2 tomes. La Prairie : Archives FIC. 271p.

LES FRÈRES DES ÉCOLES CHRÉTIENNES AU Canada. 1937. *L'oeuvre d'un siècle, centenaire des frères des Écoles chrétiennes au Canada, 1837-1937*. Montréal, Frères des Écoles Chrétiennes. 586 p.

Ouvrages

DUBUC, André. 1969. « Le combisme et les Frères des écoles chrétiennes au Canada français ». Mémoire de DES (histoire). Université Laval. 111p.

FERRETTI, Lucia. 1999. *Brève histoire de l'Église catholique*. Montréal : Boréal. 305p.

FOURNIER, Marcel. 1995. *Les Français au Québec, (1765-1865)*. Sillery : Septentrion. 386 p.

HASQUENOPH, Sophie. 2009. *Histoire des ordres et congrégations religieuses, en France du Moyen Âge à nos jours*. Champ Vallon : Paris. 1334p.

HAMELIN, Jean et GAGNON, Nicole. 1984. *Le XX^e siècle*, tome 1, 1898-1940, Volume III d'*Histoire du catholicisme québécois*. Montréal : Boréal. 504 p.

HEAP, Ruby. 1986. *L'Église, l'État et l'enseignement primaire public catholique au Québec (1897-1920)*. Montréal, thèse de Ph.D. Université de Montréal. xix, 1035p.

HÉLOU, Guillaume. 2010. « L'immigration des Français au Canada en 1911, l'exemple des quartiers Sainte-Marie et Papineau, Montréal ». Mémoire de Master 1. Université de la Rochelle. 94p.

HÉLOU, Guillaume. 2011. « Les enseignants religieux français à Montréal, 1900-1914 ». Mémoire de Master 2. Université de La Rochelle. 106p.

LAPERRIÈRE, Guy. 1996-2005. *Les congrégations religieuses, de la France au Québec*, 3 tomes (1880-1914). Sainte-Foy Québec, Presses Université Laval.

NOIRIEL, Gérard. 2001. *État, Nation et Immigration*. Paris : Gallimard. 590 p.

SAVARD, Pierre. 1980. *Aspects du catholicisme canadien-français au XIX^e siècle*. Montréal : Fides. 197 p.

SEONG-SOOK, Yim. 2001. *Immigrants coréens au Québec, la question de la communication interculturelle*. Paris : L'Harmattan. 221p.

GUILLAUME HÉLOU

VOISINE, Nive. 1987. *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, (tome 1), *La conquête de l'Amérique 1837-1880*. Québec, Sainte-Foy : Anne Sigier. 443p.

VOISINE, Nive. 1991. *Les Frères des Écoles chrétiennes au Canada*, (tome 2), *Une ère de prospérité, 1880-1946*. Québec, Sainte-Foy : Anne Sigier. 471 p.